

La social-démocratie européenne en débat

Le succès même du modèle social-démocrate européen l'a-t-il mené à la limite de l'usure et parfois de l'affaïssement ? Le débat sur sa réforme n'est pas encore vraiment engagé, mais il apparaît de plus en plus nécessaire.

JEAN-MARIE COLOMBANI

LA réflexion sur la social-démocratie tend à devenir essentielle. C'est une bonne chose, car il est important de savoir si les politiques social-démocrates peuvent fournir aux pays qui les pratiquent, ou qui souhaitent les pratiquer, les moyens de sortir de la crise, ou bien si cette sortie n'est possible qu'à la condition de réformer le modèle social-démocrate.

Les sociaux-démocrates et les socialistes, qui se posent en experts du réformisme, ne devraient pas *a priori* être hostiles à l'idée de réformer leur propre modèle ; mais ce débat n'est pas encore véritablement engagé : l'Internationale socialiste prévoit, par exemple, de renouveler sa doctrine pour son congrès de 1984.

La nécessité d'un réexamen se fait pourtant ressentir : un colloque de l'ISER (Institut socialiste d'études et de recherches, dans le *Monde* du 14 octobre 1980) comme les propos de M. Michel Rocard (*le Monde* du 26 novembre 1980) en font foi. Le député des Yvelines avait relevé qu'un peu partout en Europe se produit « un certain tassement de l'esprit socialiste », tandis que « le modèle de développement social-démocrate s'affaïsse en même temps que le capitalisme ».

Le contexte européen est en effet celui d'un recul de la gauche et d'un rapport de forces favora-

ble au capital. A l'Assemblée européenne, les élections au suffrage universel de juin 1979 ont donné la victoire, et la majorité, aux partis conservateurs, libéraux et démocrates-chrétiens. En outre, dans chaque pays européen, excepté la R.F.A., l'Autriche et le Danemark, la droite a soit conservé, soit reconquis le pouvoir. Enfin, dans chacun, ou presque, des partis socialistes ou sociaux-démocrates, existent des difficultés internes. Le S.P.D. est divisé entre partisans et adversaires du chancelier Schmidt, ces derniers paraissant regroupés derrière le président du parti et président de l'Internationale socialiste, M. Willy Brandt. Le parti travailliste britannique connaît une scission. Le secrétaire général du P.S.O.E., M. Felipe Gonzales, avait dû remettre sa démission, puis revenir en force afin d'imposer l'abandon de toute référence au marxisme ; le P.S. français a connu les remous nés de la querelle entre M.M. Mitterrand et Rocard ; quant au parti socialiste portugais, il a connu trois crises graves en six ans.

Passe encore que les partis de droite une fois revenus au pouvoir remettent en cause les acquis des programmes sociaux-démocrates (comme s'efforcent de le faire les gouvernements conservateurs britanniques et suédois) ; mais les gouverne-

ments réformistes qui restent en place paraissent être voués à l'immobilisme, comme s'ils étaient victimes de leur propre succès : le modèle social-démocrate est atteint.

C'est que la remise en cause des fondements de l'Etat-providence (*welfare state*) est générale. Et ce pour une raison principale : au temps de la croissance exponentielle des années 60, il y avait convergence d'intérêts entre le système mis en place par les sociaux-démocrates et le projet industriel du patronat, et donc compromis possible entre le capital et le travail.

A l'inverse, la crise actuelle — crise et restructuration du capitalisme — fait disparaître cette convergence d'intérêts et laisse le champ libre à la logique de l'accumulation privée, sans compromis possible.

Le défi est donc multiple — politique, idéologique, économique — pour ceux qui entendent préserver leur pouvoir comme pour ceux qui tentent de le conquérir. Il n'est possible d'y répondre qu'en recréant un rapport de forces favorable au travail.

Dans cette perspective, la question la plus intéressante est peut-être de savoir comment la social-démocratie sera, ou non, capable de relever le défi idéologique, en proposant un projet social qui lui rende une capacité d'attraction et de mobilisation.

Dans le passé, chaque crise sociale ou politique, chaque mutation en profondeur, ont entraîné un intense débat idéologique d'où sont sorties des orientations à long terme. Les discussions sur le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste, sur la guerre et l'impérialisme, sont restées célèbres. Dans l'entre-deux-guerres, alors que la social-démocratie s'était débarrassée des éléments révolutionnaires, la question prit un tour aigu à l'occasion de la grande crise de 1929. Le débat ne fut pas seulement économique mais aussi politique (la crise alimentant la montée du fascisme et le désarroi des classes moyennes). C'est alors qu'apparurent les thèses planistes (inspirées par le Belge Henri De Man), la référence aux nationalisations et la

réévaluation systématique du rôle de l'Etat. A la même époque, le New Deal rooseveltien se caractérisait par une approche similaire.

Depuis, aucun débat doctrinal d'une ampleur analogue n'est apparu dans un mouvement marqué par une très nette « désidéologisation » (1) et une politique de compromis qui propose une définition toujours plus modérée du socialisme, et qui, en matière économique, continue d'utiliser Keynes.

La difficulté actuelle est donc double : d'un côté, la social-démocratie, sevrée depuis trente ans de toute réflexion doctrinale, a beaucoup de difficultés à répondre politiquement à la crise ; de l'autre, et contrairement à 1929, ce n'est pas la politique libérale qui est en crise et qui se voit opposer une politique social-démocrate (le *welfare state*), mais l'inverse. C'est l'Etat-providence qui est en crise, qui subit les assauts des écoles néolibérales et doit trouver les moyens de son dépassement.

Pour l'heure, les réponses sont purement techniques : il est significatif que la seule nouveauté doctrinale apparue ces dernières années — l'autogestion — n'ait encore conduit à aucun projet concret à l'occasion de la crise.

En d'autres termes, la social-démocratie n'offre guère que des recettes et non plus des idées. Il y a là l'une des raisons qui expliquent le rapprochement de la social-démocratie européenne (notamment le S.P.D.) avec les partis eurocommunistes (surtout le P.C.I.), dans le cadre d'une future eurogauche ; celle-ci étant non seulement l'occasion pour les socialistes et les sociaux-démocrates d'une sorte de « régénération » idéologique, mais aussi le moyen de contrer politiquement une droite dominante.

Il y a là également un constat qui permet d'expliquer que l'effort des sociaux-démocrates porte surtout sur la rénovation de ces « recettes », en attendant de pouvoir élaborer un nouveau modèle de développement. ■

(1) Le débat a trouvé une conclusion tardive avec l'abandon du marxisme opéré par le S.P.D. puis par le P.S.O.E.

L'eurogauche

Pour recréer un rapport de force favorable au travail, qui permette l'élaboration d'un nouveau compromis, il ne suffit pas de rechercher un nouveau mode de développement ; il faut aussi voir la gauche européenne. Du moins est-ce là une idée qui semble faire son chemin.

Apparu concrètement lors des débats de l'Assemblée des Communautés européennes en 1979 et 1980, le rapprochement entre partis eurocommunistes (P.C.I. et P.C.E.) et partis socialistes et sociaux-démocrates (symbolisé par les rencontres entre MM. Brandt et Berlinguer, Berlinguer et Mitterrand) peut aujourd'hui être poussé plus loin. Les déclarations des principaux intéressés vont en tout cas dans ce sens. « *Le développement de l'eurogauche répond à des intérêts urgents* », avait affirmé M. Fernando Claudin, représentant du P.S.O.E. : « *Il faut refaire l'unité du mouvement ouvrier car le destin du socialisme se joue en Europe occidentale* », avait renchéri M. José Sandoval, représentant du P.C.E., tous deux s'exprimant devant le colloque de l'ISER au mois d'octobre 1980.

Plus récemment (au mois de février 1981), et tandis qu'eurocommunistes et eurosocialistes continuent de défendre des positions sinon communes du moins analogues devant l'Assemblée de Strasbourg, les délégués des centres de recherches et des fondations liés aux deux composantes du mouvement ouvrier se sont réunis à Madrid (l'écho de cette réunion dans la presse des pays concernés offrait d'ailleurs un contraste saisissant avec le silence de la presse française).

Certes, *Rinascita*, hebdomadaire du P.C.I., a contesté que

l'on puisse voir dans cette réunion l'ébauche d'une internationale unitaire autour d'un axe S.P.D.-P.C.I., comme cela avait été suggéré, notamment par le quotidien *la Repubblica*. Mais les communistes italiens n'en ont pas moins souligné que « *la crise de la gauche européenne met en évidence la nécessité de retrouver un discours commun* ». Quant au délégué du S.P.D., il a affirmé que les sociaux-démocrates allemands « *se reconnaissent dans plus d'une formulation des communistes italiens ou espagnols plutôt que dans celles des travaillistes britanniques* ».

Affirmation significative mais aussi révélatrice d'un des obstacles qui se dressent devant les promoteurs de l'eurogauche : ce mouvement s'ébauche en effet non seulement en dehors du Labour Party, mais aussi en dehors du P.C.F. Mieux, l'aspect tactique a paru l'emporter sur des considérations à plus long terme, notamment de la part du P.S. français. Ainsi M. Mitterrand cherchait-il, et il n'a pas manqué de le faire, à exploiter à son profit l'isolement du P.C.F. au sein de cette gauche européenne. Il est vrai que l'idée même d'eurogauche, vivement critiquée par le P.C.F., suscite de vives réserves parmi les socialistes français, et notamment au CERES (1).

Un autre obstacle tient aux rapports qu'entretiennent communistes et socialistes dans leurs propres pays : « *Il est plus aisé, lorsque l'on est à Paris, de trouver des convergences avec les communistes italiens que lorsque l'on est socialiste à Rome* », selon l'expression de M. Mitterrand.

Enfin l'attitude du P.C.I. n'est pas exempte d'ambiguïté. La richesse des réflexions théoriques sur l'eurogauche masque

mal les hésitations stratégiques des communistes italiens. Il n'est donc pas étonnant que, jusqu'à présent, eurocommunistes et eurosocialistes aient surtout débattu des rapports Est-Ouest plutôt que des réponses possibles à la crise.

La réunion de Madrid elle-même était centrée sur « *la sécurité et les droits de l'homme* » ; car il importe, selon M. Giancarlo Pajetta (P.C.I.), de « *réunifier, face au péril d'une nouvelle guerre, le mouvement ouvrier européen* ».

Aussi les communistes italiens ont-ils salué comme « *un fait politique nouveau, important et positif* », la recherche, par les partis de l'eurogauche, de convergences sur les questions de sécurité. Celles-ci se limitent à l'expression d'une crainte commune : celle de voir le retour des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. conduire à « *la fermeture de chaque bloc sur lui-même* » et réduire ainsi « *la marge d'autonomie* » de l'Europe. « *Toute la gauche ferait les frais d'une telle évolution* », selon le P.C.I. Toute la gauche, à commencer par la social-démocratie. Tant il est vrai que le succès du modèle social-démocrate soit lié non seulement à la croissance économique, mais aussi au maintien de la détente. ■

(1) Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement estiment qu'une alliance entre MM. Brandt et Berlinguer « *ne signifie rien d'autre que le statu quo social, politique et militaire en Europe occidentale, les grands partis communistes jouant, là où ils sont seuls, le rôle dévolu ailleurs à la social-démocratie* ».

Cette analyse conduit le CERES à affirmer que l'eurogauche, « *c'est une Europe sans gauche* », c'est-à-dire avec une gauche qui renonce à l'objectif fondamental de rompre avec le capitalisme.

« Redéployer » l'État-providence

L'élaboration d'un nouveau modèle de développement qui permettrait de nouvelles avancées est donc au centre de la réflexion des socialistes européens : des colloques commencent à être organisés sur ce thème, le dernier en date étant celui qui a réuni, au mois de mars 1981, près de Bonn, à l'initiative du S.P.D. et de la Friedrich-Ebert-Stiftung, de nombreux experts, pour beaucoup membres (socialistes) de l'Assemblée des Communautés européennes, venus débattre d'une « *nouvelle qualité de la croissance en Europe* ».

A condition, toutefois, que celle-ci puisse être relancée, les participants à cette réunion sont convaincus que cette possibilité existe. Parce qu'ils interprètent la crise économique mondiale comme « *la conséquence d'une dynamique régressive de la demande* », selon l'expression de M. Zinn, professeur à l'université d'Aix-la-Chapelle, qui ajoute qu'il ne peut être remédié à cette insuffisance de la demande qu'« *en modifiant de façon fondamentale la répartition du pouvoir d'achat sur le plan aussi bien national qu'intellectuel* ». M. Zinn conclut : « *La politique économique de l'avenir doit être axée sur une « socialisation des activités d'investissement », ce qui signifie que les investissements doivent être dissociés de l'objectif de réaliser des profits et être orientés vers les besoins sociaux ; afin de créer la base d'information nécessaire, une planification pour l'ensemble de l'économie est indispensable.* »

Il s'agit là, en fait, de la survie du modèle social-démocrate, tel qu'il s'est forgé depuis Keynes, plus que de l'ébauche d'un nouveau modèle de développement. A l'impossible, nul n'est tenu : cette ébauche ne pourra apparaître du jour au lendemain. ■